
La sélection d'un chef en Alberta, 1992-2011 : mon point de vue personnel

Ted Morton

En 1991, le Parti progressiste-conservateur de l'Alberta a modifié les règles de sélection de son chef. Il a abandonné sa méthode traditionnelle, le congrès à la direction (avec des délégués provenant de chaque circonscription), et a instauré un nouveau système, celui d'un vote par membre. En vertu de ce système, les progressistes-conservateurs albertains ont élu trois chefs : Ralph Klein en 1992, Ed Stelmach en 2006, et Alison Redford en 2011. À l'issue de chacune de ces courses à la direction, le gagnant est immédiatement devenu premier ministre de l'Alberta. L'auteur examine l'incidence de la nouvelle méthode de sélection sur la politique dans cette province.

On ne saurait mieux décrire les réformes apportées en 1991 au processus de sélection d'un chef qu'en les qualifiant de « primaire ouverte », comme l'appellent les Américains. Non seulement ce système est-il fondé sur le principe d'un vote par membre, mais l'adhésion y est essentiellement « ouverte », c'est-à-dire qu'il n'y a ni préalable, comme l'appartenance au parti, ni date limite pour en devenir membre. On peut acheter sa carte de membre à la porte du bureau de vote, le jour de l'élection, pour 5 \$. Le système prévoit deux tours de scrutin. Si aucun candidat ne récolte de majorité absolue (50 % +1) lors du premier tour, les trois candidats en tête¹ passent au deuxième tour, une semaine plus tard². On continue à vendre des cartes de membre jusqu'à la fermeture des bureaux de vote le jour du deuxième tour, au cours duquel on utilise le mode de scrutin préférentiel pour désigner le vainqueur³. Ainsi, pour les trois candidats restants, les électeurs indiquent leur premier et leur deuxième choix sur le bulletin. Si aucun candidat ne reçoit de majorité simple, on laisse tomber celui qui se trouve en troisième position et on répartit les deuxièmes choix de ses partisans entre les deux finalistes. Cette façon de faire permet de garantir l'obtention de la majorité. Mises ensemble, les nouvelles règles ont permis aux progressistes-conservateurs d'Alberta de se doter du processus de sélection d'un chef le

« plus démocratique » (c'est-à-dire ouvert et transparent) de tous les partis politiques du Canada, voire de tout le monde parlementaire.

Au départ, le parti était très fier de ses nouvelles méthodes démocratiques⁴. Cependant, l'application de ces règles a eu des conséquences importantes et imprévues lors des trois courses à la direction qui ont eu lieu durant les deux décennies suivantes. Je tente ici de résumer ces conséquences à l'aide des six propositions suivantes :

- Les règles favorisent les candidats de « l'extérieur » plutôt que ceux appuyés par l'establishment du parti.
- Les règles incitent les candidats qui se trouvent en deuxième et troisième position à former une coalition pour défaire le favori lors du deuxième tour de scrutin.
- Les règles réduisent l'influence de la base du parti.
- Les règles incitent des non-membres du parti — des « resquilleurs » — à acheter des cartes de membre et à voter pour le candidat « le moins pire des deuxièmes choix ».
- Les règles récompensent les candidats qui favorisent les groupes d'intérêts organisés dont les membres peuvent être rapidement mobilisés par courriel, par publipostage direct, par banques téléphoniques ou par l'intermédiaire des médias sociaux. Dans le contexte albertain, ces groupes sont principalement constitués des syndicats du secteur public.
- Les règles ont favorisé la croissance d'un deuxième parti conservateur en poussant les conservateurs de droite désillusionnés vers le Parti Wildrose.

Proposition n° 1 : Les candidats de l'extérieur gagnent, les favoris de l'establishment perdent.

Il s'agit de la conséquence la plus évidente des nouvelles règles de sélection d'un chef. Lors des trois courses à la

Ted Morton est professeur à l'École de politique publique et au Département de science politique de l'Université de Calgary. Ancien député de l'Assemblée législative de l'Alberta et ministre, il a agi à titre d'observateur lors de la course à la direction de 1992 et il a été candidat aux courses de 2006 et de 2011. Le présent article est la version revue d'un exposé qu'il a présenté devant le Groupe canadien d'étude des parlements, le 30 novembre 2012.

direction dont il est question ici, chacun des favoris au départ a perdu contre un candidat considéré comme provenant de l'extérieur ou comme étant peu susceptible de gagner, ou les deux.

Lors de la course de 1992, Nancy Betkowski, députée d'Edmonton et ministre, a été défaite par Ralph Klein, ancien maire de Calgary. M^{me} Betkowski était membre de longue date du parti et bénéficiait d'un appui substantiel de la part du Cabinet, tandis que M. Klein était relativement nouveau au sein du parti. Il disposait du soutien de nombreux députés d'arrière-ban, mais d'aucun ministre. Il a fait campagne contre M^{me} Betkowski en l'étiquetant de « membre de l'establishment conservateur⁵ ». Au cours du premier tour de scrutin, il a pris M^{me} Betkowski par surprise en récoltant la même proportion de voix qu'elle, soit 31 %⁶. Le ministre Rick Orman est arrivé en troisième position, loin derrière, avec 15 % des voix. Il s'est retiré de la course pour appuyer M^{me} Betkowski. En fait, six des sept candidats défaits au premier tour lui ont donné également leur soutien. Malgré tout ce appui, M. Klein a écrasé M^{me} Betkowski lors du deuxième tour de scrutin, récoltant 59 % contre 40 % de voix⁷. Le nombre de « nouveaux » électeurs a fait un bond de plus de 35 000 et, en grande majorité, ils ont appuyé M. Klein.

Lors de la course de 2006, Jim Dinning était, sans contredit, le favori de l'establishment du parti. Surnommé le « prince » et le « premier ministre en devenir » par les médias, il avait occupé des postes au sein des cabinets Klein et Getty. M. Dinning jouissait de l'appui de 37 membres du caucus, il avait récolté plus de deux millions de dollars et, aux premières étapes de sa campagne, son équipe prévoyait en toute confiance qu'il remporterait l'élection au premier tour.

Parmi la foule des huit autres candidats — aucun d'entre eux ne semblait avoir la moindre chance de gagner —, mentionnons Ed Stelmach, ministre du cabinet Klein, sympathique, mais peu connu. M. Stelmach pouvait compter sur l'appui de 13 députés, mais il était pratiquement inconnu au sud d'Edmonton. Je faisais également partie des candidats peu susceptibles de l'emporter. Je n'avais été élu député que deux ans auparavant. Malgré mon engagement auprès du Parti réformiste à l'échelle fédérale, je n'avais ni antécédents au sein du Parti progressiste-conservateur, ni partisan au sein du caucus, ni expérience ministérielle. Au début de la course, le *Calgary Herald* m'a donné une chance sur 500 de l'emporter.

Au premier tour, mon équipe et moi avons surpris M. Dinning (et nous-mêmes) en manquant la victoire de peu et en obtenant la deuxième position, bloquant ainsi la route de M. Dinning vers une victoire au premier tour⁸. Ce dernier a récolté 30 % des votes, tandis que j'en ai obtenu 26 % et que, loin derrière, M. Stelmach remportait 15 % des voix. Une semaine plus tard, celui-ci a surpris

M. Dinning (et tout le monde) en passant de la troisième à la première place grâce aux premiers choix. Le nombre d'électeurs avait bondi de 50 % comparativement à une semaine auparavant, et ces derniers avaient voté en très grande majorité pour M. Stelmach. Celui-ci et M. Dinning se trouvant alors pratiquement ex æquo (36 % contre 35 %), j'ai donc été éliminé et les deuxièmes choix de mes partisans ont été redistribués aux deux meneurs. C'était la fin pour M. Dinning. Parmi mes partisans qui avaient indiqué un deuxième choix sur leur bulletin, 86 % avaient choisi M. Stelmach. Grâce à cette nouvelle vague d'appui, ce dernier a littéralement écrasé M. Dinning avec une majorité de plus de 22 000 votes.

	Premier tour	Deuxième tour	Vote préférentiel
Dinning	29 470	51 272	55 509
Morton	25 614	41 243	—
Stelmach	14 967	51 764	77 577
Others	28 639	—	—
Total	98 690	144 279	133 086

La course à la direction du Parti progressiste-conservateur de 2011 s'est déroulée de manière très semblable. Gary Mar et moi-même étions les favoris au départ. Durant les années Klein, M. Mar avait occupé plusieurs postes importants au sein du cabinet et, durant les années Stelmach, il avait été représentant commercial de l'Alberta à Washington. Il était le choix de l'establishment du parti, il jouissait de l'appui de 27 députés et il avait récolté près de deux fois plus de fonds que ses plus proches opposants, soit plus de deux millions de dollars. J'ai été le premier à me porter candidat et mon nom était très connu à cause de mon rôle dans la décision de M. Stelmach de démissionner en janvier 2011. J'avais également été son ministre du Développement des ressources durables et des Finances. J'avais l'appui de 10 députés et on s'attendait que ma solide performance lors de la course de 2006 me serve.

Parmi les quatre autres candidats se trouvait Doug Horner, autre ministre expérimenté de la région d'Edmonton et fils d'un ancien ministre. Comme M. Stelmach en 2006, M. Horner était perçu comme un candidat principalement régional. Dix des 14 députés qui l'appuyaient provenaient d'Edmonton et du nord de l'Alberta. La dernière candidate et, au début, probablement la moindre, était Alison Redford. M^{me} Redford était une avocate féministe peu connue, spécialisée dans les droits de la personne, qui avait travaillé pour l'ancien premier ministre progressiste-conservateur fédéral Joe Clark et qui était restée fidèle au Parti progressiste-conservateur durant la guerre civile de droite entre cette formation et le Parti réformiste. Avec sa réputation de conservatrice de gauche, M^{me} Redford avait essayé, sans

succès, de devenir candidate du Parti conservateur fédéral dans Calgary-Ouest en 2004. Elle s'était alors tournée vers la politique provinciale, avait été élue députée de Calgary en 2008 et avait immédiatement été nommée ministre de la Justice. M^{me} Redford recevait l'appui d'un seul MAL et elle était perçue comme prenant part à la course dans le but de se positionner pour exercer une influence future. Toutefois, des sondages menés tard en septembre la donnaient comme une aspirante sérieuse.

Personne ne s'attendait à ce qu'un des six candidats obtienne la majorité de 50 % + 1 nécessaire au premier tour pour remporter la victoire, mais M. Mar est passé très près en récoltant 41 % des voix et en écrasant ainsi le reste du peloton. Sa supériorité n'était pas seulement numériquement forte, mais elle avait également des racines profondes puisqu'il avait remporté la majorité relative dans 52 des 83 circonscriptions. À la surprise de tous, M^{me} Redford a terminé deuxième avec 19 %, obtenant un appui fort dans Calgary, tandis que M. Horner s'était classé troisième avec 14 %. Je m'étais moi-même classé au quatrième rang avec seulement 12 % des voix, mes appuis prévus ne se matérialisant ni dans mes anciens bastions ruraux, ni dans les circonscriptions des députés qui m'appuyaient dans le sud-est d'Edmonton et le nord-est de Calgary.

	Premier tour	Deuxième tour	Vote préférentiel
Mar	24 195	33 233	35 491
Redford	11 129	28 993	37 101
Horner	8 635	15 590	—
Others	15 402	—	—
Total	59 361	77 816	72 592

Lorsque les trois candidats éliminés — MM. Orman, Griffiths et moi-même — ont donné leur appui à M. Mar, ce dernier semblait le candidat tout désigné pour remporter le deuxième tour grâce aux premiers choix⁹. Mais non! Encore une fois, le nombre d'électeurs est monté en flèche, cette fois-ci de 31 %. M. Mar a récolté pratiquement le même nombre de voix qu'au premier tour, soit 43 %. En comparaison, M^{me} Redford a presque doublé sa part des votes avec 37 %. M. Horner n'a obtenu que 14 % des voix et il a, par conséquent, été exclu de la course, ce qui a fait en sorte que les deuxièmes choix de ses partisans ont été redistribués aux deux autres candidats.

La « malédiction du favori » a ainsi frappé encore une fois. Près des trois quarts des partisans de M. Horner (soit 10 366) ont accordé leur second choix à M^{me} Redford, ce qui a permis à celle-ci de se faufiler à côté de M. Mar et de récolter 51 % des voix grâce aux votes redistribués. Pour la troisième fois de suite, un candidat que l'on donnait perdant sortait du lot pour évincer le favori du parti. Bien que ces

résultats aient surpris les partisans et les observateurs, il n'est pas bien difficile de les expliquer.

Proposition n° 2 : Stratégie du deuxième tour : défaire le favori¹⁰

Lorsqu'il y a un favori, comme MM. Dinning et Mar, en 2006 et 2011 respectivement, le seul moyen vraisemblable de remporter la course pour les candidats en deuxième et troisième place consiste à s'allier pour l'empêcher de dépasser le seuil des 50 % de premières préférences. Cette règle ne s'applique pas à la course à la direction de 1992, puisque le candidat en troisième place, Rick Orman, s'est retiré avant le deuxième tour. Comme je l'ai mentionné ci-dessus, en 2006, 86 % des deuxièmes choix de mes partisans sont allés à M. Stelmach¹¹. En 2011, 78 % des deuxièmes choix de M. Horner sont allés à M^{me} Redford. Dans aucun des deux cas, il ne s'agit d'une coïncidence.

La stratégie que j'ai adoptée pour ma campagne durant la deuxième semaine, soit « n'importe qui sauf M. Dinning » était explicite et vigoureuse. J'ai sillonné la province, pressant les membres progressistes-conservateurs de « Voter pour Ted et Ed, ou pour Ed et Ted ». Peu nous importait de savoir qui des deux serait élu, puisque nous étions sûrs que M. Stelmach ne me rattraperait jamais, et nous savions que nous aurions besoin des deuxièmes choix de ses partisans pour battre M. Dinning. M. Stelmach ne m'a pas rendu la pareille, mais il n'a pas non plus conclu d'entente avec M. Dinning. En public, la campagne de Stelmach évitait la rhétorique négative et les attaques personnelles qui faisaient loi dans les deux autres campagnes. En privé, son équipe a lancé une vaste initiative de vente de cartes de membre, rappelant à ses partisans potentiels que M. Dinning avait été l'homme de main de M. Klein lors des douloureuses réductions budgétaires des années 1990. M. Stelmach bénéficiait, en outre, de l'appui des trois candidats défaits au premier tour¹². Ensemble, ils ont présenté M. Stelmach comme un candidat modéré, sympathique et positif, un meilleur choix que les deux autres rivaux, qui étaient des « faucons fiscaux ». Le message a été bien reçu par les syndicats du secteur public et les politiciens municipaux, qui dépendent tous des largesses du gouvernement de l'Alberta. Une fois que j'ai été éliminé, il était évident que mes partisans accorderaient leur deuxième choix à M. Stelmach. Le deuxième tour est ainsi devenu davantage une question de voter contre un candidat (le favori) plutôt que pour un candidat.

Après le premier tour, en 2011, M^{me} Redford a explicitement encouragé ses partisans à choisir M. Horner en deuxième. Sa stratégie était la même que la mienne en 2006. Elle devait empêcher M. Mar de passer le seuil des 50 %, puis obtenir suffisamment de seconds choix des partisans de M. Horner pour gagner. De façon moins directe, ce dernier lui a rendu la pareille en faisant largement circuler le commentaire suivant : « Lorsque je regarde les politiques, les plateformes,

l'appel au changement, la direction que doit prendre notre province à l'avenir, il est très facile de savoir à qui j'accorderais mon vote de deuxième choix¹³. » Bien que plutôt gauche, cette remarque a clairement fait passer le message aux partisans : 78 % d'entre eux ont indiqué M^{me} Redford comme deuxième choix, faisant ainsi d'elle la prochaine première ministre de l'Alberta¹⁴. Mais la question demeure : qui exactement a élu Alison Redford 14^e premier ministre de l'Alberta?

Proposition n° 3 : Les membres de la base du Parti se font pousser par les conservateurs de circonstance.

La plupart des commentateurs pensent qu'un « système de primaire ouverte », comme celui adopté par le Parti progressiste-conservateur de l'Alberta, renforce l'influence des membres du parti dans le choix de leur chef¹⁵. Dans le cas de l'Alberta, c'est tout le contraire. L'influence des membres de la base militante s'en est vue réduite. Les fidèles fantassins, qui maintiennent leur adhésion entre les courses à la direction, qui participent aux réunions des associations de circonscription, aux AGA et aux congrès d'orientation du parti et qui, au moment des élections, se portent volontaires pour remplir des enveloppes, faire des appels téléphoniques et frapper aux portes — ces membres loyaux sont balayés par le tsunami des « resquilleurs » qui se joignent au parti seulement pour voter lors de la course à la direction et qui disparaissent par la suite¹⁶.

Membres du Parti progressiste-conservateur en Albert par année¹⁷

2011	78 176
2010	3 578
2009	4 365
2008	15 596
2007	28 352
2006	155 997
2005	6 550

À l'été 2006, le Parti progressiste-conservateur comptait 12 000 membres. Ils étaient pourtant 144 000 lors du vote du deuxième tour, en novembre. De ceux-ci, plus de 45 000 avaient acheté leur carte de membre dans la semaine précédant le vote, parfois même dans l'heure précédente, à la porte du bureau de vote. Sans surprise, on a largement rapporté que bon nombre de ces conservateurs de circonstance ont déchiré leur carte à leur sortie même du bureau de scrutin. Ils n'avaient aucun intérêt dans le Parti progressiste-conservateur, seulement dans les résultats du deuxième tour.

Les courses à la direction de 1992 et de 2011 ont toutes deux provoqué une augmentation rapide semblable du

nombre de membres entre le premier et le deuxième tour. En 1992, la hausse a été de 48 % (soit de 25 538 électeurs). De ces « resquilleurs », 78 % étaient des nouveaux venus au sein du parti et 80 % ont voté pour M. Klein¹⁸. Dans leur étude, MM. Stewart et Archer concluent que : « La règle permettant à des individus d'acheter des cartes de membre après le premier tour a permis à des milliers de nouveaux électeurs de voter le dernier samedi et de jouer un rôle majeur dans la victoire de Ralph Klein¹⁹. »

En 2006, le nombre d'électeurs a grimpé de 31 % (soit de 18 455), et c'est M^{me} Redford qui en a le plus bénéficié. Son équipe de campagne a beaucoup utilisé les médias sociaux pour mobiliser les professionnelles. Même en l'absence de preuves tangibles, tout laisse croire que ce blitz médiatique a porté ses fruits. Lors d'une fête de Noël à laquelle j'assistais juste après la course à la direction de 2011, une amie de l'hôtesse m'a raconté qu'elle n'avait jamais voté pour les conservateurs de sa vie, mais qu'en préparant le souper le soir de l'élection, elle avait vu un reportage aux nouvelles de fin de journée sur la lancée de M^{me} Redford et sur son utilisation des médias sociaux pour insister sur l'occasion historique d'élire pour la première fois une femme à la tête de l'Alberta. Elle a sauté dans sa voiture et s'est rendue au bureau de scrutin local pour voter pour M^{me} Redford. Le bureau était sur le point de fermer et la file d'une douzaine de personnes qui attendaient leur tour ne comptait qu'un homme.

Ces trois courses à la direction semblent indiquer qu'en vertu des nouvelles règles, le chef du Parti progressiste-conservateur est élu par un nouveau « parti virtuel », reconstitué à chaque course à la direction. M. Stewart et M^{me} Young tirent une conclusion similaire : « Le deuxième tour est, en réalité, une élection complètement distincte et le premier tour sert simplement à raccourcir la liste des candidats²⁰ ». Mais ils ne vont pas assez loin. Ce n'est pas seulement que la composition du bassin d'électeurs au second tour est différente de celle du premier tour sur le plan qualitatif. En fait, les effectifs du nouveau parti virtuel ont peut-être peu de ressemblances avec le Parti progressiste-conservateur tel qu'il était 12 mois plus tôt, et encore moins avec les partis virtuels précédents. Ce n'est pas une coïncidence. La nouvelle notion de parti virtuel est créée par les possibilités et les mesures incitatives propres aux règles d'une primaire ouverte.

Proposition n° 4 : Les non-membres du Parti conservateur achètent des cartes de membres et votent pour le candidat « le moins pire ».

L'absence d'exigences relatives à l'adhésion préalable au parti et de date limite pour l'achat d'une carte de membre ouvre la porte aux Albertains qui n'adhèrent traditionnellement pas au parti et qui ne l'appuient même pas. Ils veulent voter lors des courses à la direction parce que le gagnant devient immédiatement premier ministre de l'Alberta et, si l'on se

fié au règne de 42 ans des conservateurs, il risque d'être en poste pour un bon moment. Dans un « système dominé par un parti », comme celui de l'Alberta, « La primaire est l'élection²¹ ». Cela incite donc les non-membres du parti à acheter des cartes de membre et à voter de façon stratégique pour le candidat « le moins pire ».

En 1992, des membres du Parti réformiste fédéral ont acheté des cartes de membre du Parti progressiste-conservateur provincial et ont voté en bloc contre la conservatrice de gauche Nancy Betkowski. La course à la direction du Parti progressiste-conservateur de 1992 avait lieu moins de cinq semaines après le référendum sur l'Accord de Charlottetown, contre lequel les Albertains avaient voté dans une forte proportion (60 %). Le Parti réformiste était le seul parti politique au Canada à s'opposer à l'Accord. Même si M. Klein ne s'était pas prononcé officiellement sur celui-ci, son style col bleu et populiste attirait les réformistes de la base²². Mme Betkowski, par comparaison, appuyait l'Accord parce que c'était la position officielle du gouvernement Getty.

Une étude subséquente a révélé que, parmi les électeurs de la course à la direction du Parti progressiste-conservateur de 1992 qui avaient déclaré une affiliation à un parti fédéral, 38 % étaient des membres du Parti réformiste, et 89 % s'opposaient à l'Accord de Charlottetown. Par comparaison, 67 % des membres du Parti progressiste-conservateur fédéral qui avaient voté lors de la course à la direction du Parti progressiste-conservateur de 1992 appuyaient l'Accord²³. L'étude concluait donc que : « [l]a participation des réformistes et des indépendants au processus semble avoir facilité la sélection de Ralph Klein²⁴. »

Comme M. Klein en 1992, j'ai, moi aussi, bénéficié grandement de la participation des membres du Parti conservateur fédéral lors du premier tour de la course de 2006. (Le Parti progressiste-conservateur et l'Alliance canadienne ont fusionné en 2003 pour former le Parti conservateur du Canada, dirigé par Stephen Harper.) J'avais travaillé auprès du Parti réformiste et de l'Alliance canadienne depuis près de dix ans et j'étais bien connu des membres du parti. On m'associait également beaucoup à M. Harper, étant donné que nous étions tous deux signataires de la « lettre pare-feu » envoyée au premier ministre Klein en 2001²⁵.

Au premier jour du scrutin, mon équipe de campagne avait relevé 16 784 partisans et vendu 11 230 cartes de membre. À la fin de la journée, j'avais récolté 25 614 votes, soit plus du double du nombre de cartes de membre que nous avions vendues. Dans le système électoral canadien, ce type de « taux de conversion » (c'est-à-dire le rapport entre les cartes de membre vendues et le nombre de bulletins de vote déposés) est sans précédent. Nous avons attribué cette agréable surprise au « téléphone arabe », le réseau informel, mais tissé serré des réformistes albertains.

Au deuxième tour, c'est la campagne de M. Stelmach qui a bénéficié du vote des « resquilleurs ». Les syndicats du secteur public se méfiaient de M. Dinning et de moi-

même. Le premier avait été ministre des Finances de M. Klein au milieu des années 1990, lorsque les conservateurs avaient imposé une réduction salariale généralisée de 5 % à tous les employés du secteur public, y compris les enseignants et les infirmières. J'avais fait campagne en promettant la responsabilité financière et l'ouverture du système de santé albertain à davantage de services privés et à l'octroi de contrats à des fournisseurs sans syndicat. Sans surprise, l'Alberta Union of Public Employees (AUPE), l'Alberta Teachers Association (ATA) et les United Nurses of Alberta (UNA) n'étaient pas chauds à l'idée que le prochain gouvernement de l'Alberta soit dirigé par ces deux « faucons fiscaux » autoproclamés. L'équipe de campagne de M. Stelmach a joué, en privé, sur cette anxiété pour enrôler des milliers de nouveaux membres.

En 2011, les syndicats du secteur public ont également renforcé de façon frappante leur soutien à M^{me} Redford. Tôt durant sa campagne, elle s'était publiquement dissociée du gouvernement Stelmach et avait promis de « réinvestir » 110 millions de dollars dans le budget d'éducation. Elle avait ensuite promis de venir en aide au régime de pension sous-financé des policiers de l'Alberta, ce qui lui a valu l'appui de l'association des policiers. Lorsque le favori, Gary Mar, a refusé d'écarter une augmentation des soins de santé offerts au privé (mais payés par le système public), elle a dénoncé son initiative et promis de « garder publics les soins de santé publics ». Elle a également promis de nouvelles « cliniques de soins [de santé] familiales » qui tiendraient compte de l'horaire chargé des mères au travail. L'accent des politiques de M^{me} Redford sur la santé et l'éducation a envoyé le message que cela pouvait bien être elle « le choix le moins pire » pour les membres des syndicats du secteur public qui ne votaient normalement pas pour le Parti progressiste-conservateur.

Proposition n° 5 : Les conservateurs de circonstance sont influencés par la gauche

La fenêtre qui permet aux « conservateurs de circonstance » de se manifester n'est pas ouverte bien longtemps : une semaine lors des courses à la direction de 1992 et de 2006, et deux semaines lors de celle de 2011. Cela signifie que les équipes de campagne ont tout intérêt à axer leurs efforts de recrutement sur les groupes d'intérêts organisés qui peuvent être mobilisés rapidement, même s'ils ne sont habituellement pas des partisans conservateurs.

L'exemple le plus flagrant de cette tendance est la hausse importante du nombre de nouveaux électeurs entre le premier et le deuxième tour : 48 % en 1992, 48 % en 2006 et 31 % en 2011. Lors de chacune de ces courses, le nombre de nouveaux électeurs a dépassé le nombre total de votes pour les candidats éliminés au premier tour. Comme le concluent M. Stewart et Mme Young : « Le deuxième tour est en réalité une élection complètement distincte²⁶. »

Pourtant, rien n'oblige à attendre le deuxième tour pour cibler des groupes d'intérêts organisés faciles à joindre. En 2006, mon étonnante deuxième place lors du premier tour a été le résultat d'une stratégie énergique « sur le terrain » qui n'a été rendue possible que par l'utilisation de vieilles listes de membres du Parti réformiste/conservateur fédéral. Regorgeant de noms, d'adresses, de numéros de téléphone et d'adresses de courriel, ces listes ont permis à mon équipe d'orchestrer une campagne raffinée d'appels téléphoniques, d'envoi de courriels et de publipostage direct qui a permis de récolter plus de 25 000 votes lors du premier tour, et plus de 41 000 premiers choix lors du second.

L'augmentation marquée du nombre de votes pour M. Stelmach lors du deuxième tour — de 15 000 à 51 000 — a découlé en partie de l'automobilisation des syndicats du secteur public qui voulaient à tout prix bloquer la « menace » Dinning-Morton. Mais elle avait également été encouragée par l'équipe de campagne de M. Stelmach. Dave Hancock, l'un des candidats éliminés au premier tour, avait accordé son appui à ce dernier et utilisé ses contacts au sein de l'ATA pour l'aider. L'autre « arme secrète » de M. Stelmach était l'Alberta Association of Municipal Districts and Counties (AAMDC), association professionnelle regroupant les élus des collectivités rurales de l'Alberta. M. Stelmach avait commencé sa carrière politique à l'échelle municipale, il avait été préfet du comté de Lamont et actif au sein de l'AAMDC, tout comme plusieurs de ses partisans députés. Sous la direction de la députée de Sherwood Park, Iris Evans, les partisans de M. Stelmach ont mobilisé de nombreux appuis par l'intermédiaire de leurs réseaux de titulaires de charge et d'employés ruraux, la plupart d'entre eux connaissant déjà le sympathique candidat.

Ce qui s'était produit de façon spontanée durant la campagne de M. Stelmach en 2006 s'est transformé en stratégie consciente pour M^{me} Redford en 2011. Ses promesses politiques sur les questions de santé et d'éducation correspondaient bien à ce que souhaitaient entendre les syndicats des infirmières et des enseignants. Au cours des derniers mois de sa campagne, cette « attirance » a été transformée en véritable « poussée » grâce à une campagne sophistiquée de médias sociaux visant les professionnelles, groupe démographique largement composé d'infirmières et d'enseignantes.

Pour conclure, les nouvelles règles de sélection d'un chef du Parti progressiste-conservateur donnent un avantage aux candidats qui servent les intérêts des groupes organisés dont les membres peuvent être mobilisés rapidement. En théorie, cette influence peut sembler neutre sur le plan idéologique. Mais, dans le contexte des courses à la direction de 2006 et de 2011, ces groupes étaient principalement l'ATA et d'autres syndicats du secteur public. Le résultat a été l'élection du plus « progressiste » des trois candidats conservateurs finalistes lors de chacune des courses. Il n'est pas surprenant qu'un nombre croissant de « conservateurs modérés » aient

commencé à lorgner du côté d'un nouveau foyer politique et qu'ils l'aient trouvé dans le Parti Wildrose.

Proposition n° 6 : Les conservateurs de droite désabusés font le saut vers le Parti Wildrose.

Toute personne affirmant que les « conservateurs de circonstance » sont influencés par le centre gauche doit commencer par contester la preuve du contraire qu'est la course à la direction de 1992. M^{me} Betkowski était clairement la plus progressiste des deux finalistes et M. Klein avait, de façon tout aussi évidente, bénéficié de l'appui de nombreux membres du Parti réformiste fédéral qui avaient acheté des cartes de membre du Parti progressiste-conservateur provincial pour défaire sa rivale.

Le cas de 1992 démontre que les règles de sélection d'un chef du Parti progressiste-conservateur peuvent attirer des « resquilleurs » provenant des deux extrémités du spectre politique, et il nous rappelle de ne pas trop généraliser.

Cet avertissement mis à part, la première ministre Redford et son Parti progressiste-conservateur siègent maintenant en face d'un deuxième parti politique de centre droit, le Parti Wildrose Alliance, qui, avec ses 17 députés, constitue l'opposition officielle à l'Assemblée législative de l'Alberta. Il serait bien difficile de trouver une personne bien informée qui ne croit pas que les résultats des deux dernières courses à la direction du Parti progressiste-conservateur n'ont pas contribué à cette nouvelle réalité politique.

La course à la direction de 2006 a affaibli le Parti progressiste-conservateur par l'élection d'un candidat de compromis, qui s'est avéré être un dirigeant faible. Dès le départ, le faible appui qu'obtenait M. Stelmach à Calgary et dans le sud de l'Alberta, et ses politiques subséquentes sur les redevances pétrolières et gazières ont poussé de nombreux conservateurs de droite et conservateurs fédéraux vers le Parti Wildrose²⁷. Si M. Dinning ou moi-même avions remporté la course en 2006, il est difficile d'imaginer que l'un de nous aurait aussi mal traité la question des redevances que M. Stelmach. Et, sans la débâcle des redevances, il est difficile d'imaginer qu'il y aurait réellement un Parti Wildrose aujourd'hui.

Si la course de 2006 a frayé la voie pour le Wildrose, celle de 2011 lui a permis d'y sauter à pieds joints. Comme d'autres l'ont fait remarquer, les trois finalistes étaient des conservateurs de gauche (MM. Mar et Horner et M^{me} Redford). Les trois candidats éliminés étaient des conservateurs de droite (MM. Morton, Orman et Griffiths). Et « la plus à gauche » des trois conservateurs de gauche l'a emporté, en

l'occurrence, M^{me} Redford²⁸. En fait, ces résultats indiquent peut-être que le vent avait déjà tourné. L'effondrement de mes appuis — de 41 000 votes au deuxième tour de 2006 à 7 000 seulement en 2011 — suggère que bon nombre des conservateurs de droite et des conservateurs fédéraux avaient déjà quitté le Parti progressiste-conservateur pour rallier les rangs du Parti Wildrose²⁹.

Qu'il s'agisse d'une cause ou d'un effet, la victoire de M^{me} Redford à la course à la direction de 2011 apportait de l'eau au moulin du Wildrose. La façon transparente dont elle faisait la cour aux syndicats du secteur public et ses promesses d'augmenter le financement dans l'éducation et la santé ont donné une nouvelle crédibilité aux accusations du Wildrose selon lesquelles il n'y avait plus rien de conservateur dans la philosophie du Parti progressiste-conservateur.

Le Wildrose aura-t-il de l'endurance? Cette division de la droite est-elle une aberration temporaire ou une tendance plus permanente? Les faits semblent indiquer que la situation est plutôt permanente puisqu'elle tire ses sources dans les régions. Au départ, la force précoce des réformistes de M. Manning provenait du sud et du centre de l'Alberta. M. Klein a bien réussi là en 1992, et c'est là que j'ai été le plus fort en 2006³⁰. Au premier tour, j'ai récolté l'appui de toutes les circonscriptions rurales et de toutes les petites villes au sud d'Edmonton, sauf cinq, et j'ai même remporté dans deux circonscriptions rurales du nord d'Edmonton. En 2011, ce soutien avait disparu. À l'époque, les spécialistes ont attribué la situation au fait que mes partisans avaient déjà joint les rangs du Wildrose³¹. Les résultats subséquents de l'élection générale de 2012 semblent confirmer cet avis³². Lors des élections provinciales d'avril 2012, le Parti Wildrose a remporté 12 des 21 circonscriptions que j'avais remportées au premier tour de la course à la direction de 2006. Parmi les 17 députés du Wildrose élus, 12 provenaient de circonscriptions que j'avais remportées en 2006. Dans certaines, notamment Drumheller-Stettler, Airdrie et Lac La Biche-St. Paul-Two Hills, ce sont pratiquement les mêmes bénévoles qui ont mené les deux campagnes.

Donc, si la géographie importe — et c'est le cas dans un système uninominal majoritaire à un tour — le Parti Wildrose n'est pas prêt de disparaître. Il détient désormais une tête de pont dans le sud et le centre de l'Alberta à partir de laquelle il pourra organiser ses futurs assauts contre la dynastie conservatrice.

Conclusions

La sélection d'un chef par primaire ouverte a-t-elle renforcé le Parti progressiste-conservateur de l'Alberta? Posée en 2005, cette question aurait reçu un oui retentissant comme réponse. Ralph Klein avait pris les rênes d'un parti qui traînait de 20 points dans les sondages en 1992 et lui avait fait remporter quatre gouvernements majoritaires de suite. L'« ouverture » des nouvelles règles de sélection d'un chef

a renforcé le Parti progressiste-conservateur en absorbant l'énergie populiste suscitée par Preston Manning et en empêchant la formation d'un Parti réformiste provincial, qui aurait, par la suite, divisé le vote de centre droite³³. En 2005, les avantages des nouvelles règles des courses à la direction s'imposaient : elles avaient facilité le renouvellement du Parti progressiste-conservateur en lui permettant de refléter l'évolution du climat politique de l'Alberta³⁴.

Aujourd'hui pourtant, la réponse n'est plus aussi claire. La fenêtre ouverte aux conservateurs de circonstance entre les votes a permis aux « resquilleurs » stratèges de la gauche d'exercer une influence décisive sur les résultats des deux dernières courses à la direction du Parti progressiste-conservateur. Les victoires de M. Stelmach et de M^{me} Redford semblent avoir transformé le Parti progressiste-conservateur en un parti de coalition de centre gauche, et poussé les conservateurs de droite désabusés vers le Parti Wildrose. Comment cela va-t-il se terminer, personne ne le sait.

Ce que nous savons en revanche, c'est que cette coalition d'intérêts urbains et ruraux qui a mené le Parti progressiste-conservateur vers 12 victoires consécutives est profondément divisée. Les conservateurs de l'Alberta sont un mariage improbable entre l'industrie pétrolière et gazière et le secteur de l'élevage et de l'agriculture. L'histoire d'amour de ce « couple mal assorti » semble être terminée, du moins pour le moment. Cela signifie-t-il la fin de la dynastie conservatrice? Pas nécessairement. Mais cela signifie bel et bien que le Parti progressiste-conservateur devra s'inventer une coalition différente d'intérêts et de groupes — une coalition plus urbaine — pour continuer de faire élire des gouvernements majoritaires. L'une des publicités d'Alison Redford lors de l'élection générale de 2012 en Alberta claironnait le slogan suivant : « Pas le Parti progressiste-conservateur de votre père ». Il s'avère qu'elle a eu raison, mais il est possible qu'elle éprouve, à l'avenir, quelques difficultés à gérer les conséquences de ces changements.

Notes

- 1 Lors de l'AGA du parti, en 2012, cette règle a été modifiée pour les deux premiers candidats seulement.
- 2 Lors de l'AGA du parti, en 1999, cette règle a été modifiée pour insérer une période de deux semaines entre les votes.
- 3 Lors de l'AGA du parti, en 2012, le mode de scrutin préférentiel a été éliminé, étant maintenant jugé comme inutile, puisque seuls les deux premiers candidats passent dorénavant au deuxième tour.
- 4 David K. Stewart et Keith Archer, *Quasi-Democracy? Parties and Leadership Selection in Alberta*, Vancouver et Toronto, UBC Press, 2000, p. 24, 47.
- 5 *Ibid.*, p. 26
- 6 Betkowski : 16 393; Klein : 16 392; Orman : 7 649.
- 7 Klein : 46 245; Betkowski : 31 372.
- 8 Notre stratégie consistait à finir en troisième place lors du premier vote, puis d'essayer de tirer profit des deuxièmes préférences lors du second tour. La réussite de cette stratégie

- semblait plausible, puisqu'il y avait beaucoup de mauvaise volonté entre M. Dinning et Lyle Oberg, un autre ministre expérimenté du cabinet conservateur qui, durant les premiers mois de la course, était considéré comme le plus proche rival de M. Dinning.
- 9 « Le deuxième tour s'amorce avec presque tout le monde s'attendant à une victoire de M. Mar ». Don Braid, *Calgary Herald*, 19 septembre 2011.
- 10 David K. Stewart et Lisa Young (« Leadership Primaries in a Single-Party Dominant System » [2012], p.19) expliquent cette proposition différemment : « Les règles particulières utilisées par le parti conservateur ont joué un rôle majeur dans les résultats, en permettant à des candidats tirant de l'arrière de revenir en force et en rendant les seconds choix de vote essentiels aux résultats [...] Dans chacune des primaires du PC albertain, le favori au premier tour a été défait. »
- 11 Parmi les partisans de M. Morton, soit 41 243, 11 193 N'ONT PAS indiqué de deuxième choix. Des 30 050 qui l'ont fait, 25 813 — ou 86 % — ont voté pour M. Stelmach. Seulement 4 237 ont appuyé M. Dinning.
- 12 Dave Hancock, Lyle Oberg et Mark Norris.
- 13 *Calgary Herald*, 28 septembre 2011.
- 14 Des 15 590 partisans de M. Horner, 5 224 N'ONT PAS indiqué de deuxième choix. Des 10 366 qui l'ont fait, 8 108 — ou 78 % — ont voté pour M^{me} Redford. Seulement 2 258 ont appuyé M. Mar. À la page 19 de « Leadership Primaries », Stewart et Young notent également que le soutien au deuxième vote des partisans de M. Horner a été essentiel à la victoire de M^{me} Redford.
- 15 Susan E. Scarrow, Paul Webb et David M. Farrell (2002) écrivent que, dans un système de primaire ouverte comme celui de la course à la direction du Parti progressiste-conservateur de l'Alberta, « les membres du parti gagnent beaucoup de droits dans l'élection de leurs chefs ». Tiré de « From Social Integration to Electoral Contestation », dans Russell J. Dalton et Martin P. Wattenberg, dir., *Parties Without Partisans: Political Change in Advanced Industrial Democracies*, Oxford, Oxford Scholarship Online. Tel que l'ont cité Stewart et Young à la page 1.
- 16 M. Stewart et Archer tirent la même conclusion à propos de la course à la direction de 1992 (p. 27) : « Visiblement, la décision n'a pas été prise par des membres de longue date de la base militante du parti provincial ».
- 17 Adapté de Stewart et Young, *op. cit.*, p. 10.
- 18 Stewart et Archer, *op. cit.*, p. 63.
- 19 *Ibid.*, p. 65.
- 20 Stewart et Young, *op. cit.*, p. 14.
- 21 C'est la façon dont le politologue américain V.O. Key (*Southern Politics in State and Nation*, New York, Alfred Knopf, 1949, p. 407) a expliqué l'importance des primaires du Parti démocratique dans le Sud. Stewart et Young, *op. cit.*, p. 4) ont, selon moi, tout à fait raison d'expliquer ainsi la situation en Alberta.
- 22 Stewart et Archer, *op. cit.*, p. 55-56.
- 23 *Ibid.*, p. 30.
- 24 *Ibid.*, p. 48.
- 25 La « lettre pare-feu », qui est devenue le surnom du « Programme pour l'Alberta », est une lettre ouverte envoyée au premier ministre Klein en 2001 pour le pousser à franchir des étapes politiques particulières dans le but de renforcer le contrôle de l'Alberta sur certains secteurs de compétence provinciale. Elle était signée par six Albertains, tous liés à l'Alliance canadienne : Stephen Harper, Tom Flanagan, Ken Bosenkool, Andy Crooks, Rainer Knopff et moi-même. On a appelé ce document la lettre pare-feu parce qu'elle appelait à « installer des coupe-feu autour de l'Alberta ».
- 26 Stewart et Young, *op. cit.*, p. 14.
- 27 Au deuxième tour en 2006, M. Stelmach a obtenu seulement 14 % des votes à Calgary et n'a remporté aucune des circonscriptions de Calgary.
- 28 Larry Pratt, *Edmonton Journal*, 9 octobre 2011 : « La plus à gauche des conservateurs de gauche de la liste, Alison Redford, a remporté le gros lot, l'aile droite s'est fait répudier avec Ted Morton et Rick Orman, qui ont mordu la poussière au premier tour, et la vieille garde s'est fait repousser avec la défaite inattendue de Gary Mar. »
- 29 Voir Graham Thomson, « Le déclin de l'appui à Morton indique que l'électorat avait changé dramatiquement entre 2006 et 2011 et donne de la crédibilité à ceux qui affirment que "l'aile conservatrice du parti avait quitté les rangs de celui-ci". » (*Edmonton Journal*, 20 septembre 2011).
- 30 Stewart et Archer, *op. cit.*, p. 40.
- 31 Stewart et Young, *op. cit.*, p. 18-19.
- 32 *Ibid.*, p. 8-9. On y trace le même parallèle régional.
- 33 Stewart et Archer (*op. cit.*, p. 28 et 48) tirent une conclusion similaire.
- 34 Stewart et Young (*op. cit.*, p. 19) semblent suggérer que le Parti progressiste-conservateur tirera profit des résultats de la course à la direction de 2011 : « Le fait que le Parti conservateur n'ait pas de point limite pour les adhésions pourrait très, très bien le servir ».